



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 1109

Texte de la question

MOUVEMENT SOCIAL

M. le président. La parole est à M. Pierre Gosnat, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Pierre Gosnat. Ma question s'adresse au Premier ministre.

Demain, des millions de Français défilent dans la rue, unis comme ils l'ont été le 29 janvier dernier, pour exiger un véritable plan de relance sociale. Or, si j'ai bien compris vos déclarations, vous évacuez *a priori* la demande, formulée par les organisations syndicales, d'une négociation portant sur les salaires, le pouvoir d'achat et l'emploi.

Plus que de l'indifférence, il y a, me semble-t-il, du mépris de la part du Gouvernement à ne pas vouloir entendre et voir la peine de nos concitoyens confrontés à la crise. Et il y a de l'inconséquence à ne pas mesurer l'ampleur du mécontentement, au point que trois Français sur quatre soutiennent cette grève.

Mais comment ne pas décréter l'état d'urgence sociale quand, chaque jour, 3 000 salariés deviennent chômeurs, quand dans toutes les régions sont annoncés des plans de licenciements, et quand un malaise profond bouleverse la fonction publique dans son ensemble ?

Cette situation ne fait que renforcer l'exaspération des salariés et les pousse, comme c'est le cas chez Continental, Amora, et tant d'autres, à durcir la lutte et la mobilisation.

Ainsi, c'est un véritable avis de chaos social que vous enverront demain les manifestants. Et comme l'ont démontré les mobilisations en outre-mer, le peuple ne se contentera pas de mesurées soporifiques. Seuls des actes politiques sont attendus. Et c'est possible sans tarder.

Commencez par supprimer le bouclier fiscal,...

M. Patrick Roy. Très bien !

M. Pierre Gosnat. ...comme le demandent d'ailleurs certains de vos amis. Remettez en cause la loi sur les heures supplémentaires, afin de privilégier l'emploi durable.

M. Jean-Jacques Candelier. Il a raison !

M. Pierre Gosnat. Décrêtez l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui ont réalisé des bénéfices extraordinaires, comme chez Total. Interdisez les délocalisations et le versement de dividendes...

M. le président. Mon cher collègue, votre temps de parole est épuisé.

M. Pierre Gosnat. ...aux actionnaires d'entreprises qui licencient ou ont recours au chômage partiel.

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

M. Pierre Gosnat. Vous me coupez le micro, monsieur le président, alors que M. Gonnot avait dépassé son temps de parole de vingt secondes ! C'est inadmissible !

M. Éric Woerth, *ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique*. Monsieur le député, demain, effectivement, des Français défilent certainement dans la rue. Vous me parlez de mépris ; je ne comprends pas ce langage. Du reste, il ne faut pas mépriser tous ceux qui auront décidé de ne pas défiler. N'oubliez pas non plus ceux-là, monsieur le député. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. André Gerin. Oh, que c'est vilain !

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. Le Gouvernement, le Premier ministre, comme le Président de la République, sont totalement à l'écoute de ce qui se dit. Bien évidemment, la sortie de cette crise dépendra aussi

de cette écoute, et de l'ensemble des mesures qui sont prises.

Il ne s'agit pas uniquement de mesures d'investissement, ou de mesures de relance classiques. Ce sont aussi des mesures qui prennent en compte les difficultés sociales qu'affrontent nos concitoyens.

M. Maxime Gremetz. Ça se voit dans l'Oise !

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. Après la manifestation du 29 janvier, le Président de la République a invité les partenaires sociaux à un sommet social extrêmement important. De ce sommet social sont nées un certain nombre de mesures, coûtant d'ailleurs 2,6 milliards d'euros et s'ajoutant à l'ensemble des autres mesures qui constituent la réponse française aux difficultés sociales.

Augmenter les allocations familiales, revoir l'ensemble de ce qui se fait dans le domaine des indemnités du chômage, revoir le minimum vieillesse, etc., tout cela compose une réponse complète, cohérente et sociale aux difficultés de notre pays.

M. Maxime Gremetz. Allez expliquer ça à Clairoix !

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. Un plan de relance, il faut le rappeler, ne s'élabore pas à partir de rien, mais à partir d'un modèle économique et social, celui de notre pays. Vous avez toujours à la bouche les réponses anglo-saxonnes : d'une certaine façon, vous êtes devenus les premiers propagandistes des réponses américaines ou anglaises... J'aimerais savoir si vous êtes d'accord avec les modèles sociaux de ces pays. C'est la seule question qu'on peut aujourd'hui vous poser. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

M. Maxime Gremetz. Allez à Clairoix !

M. le président. Monsieur le ministre, il faut conclure.

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. Monsieur Gosnat, vous êtes un spécialiste des revendications. Pour ma part, je n'en ai qu'une seule à votre égard : aidez-nous à construire une réponse commune à la crise ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Gosnat](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1109

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et fonction publique

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et fonction publique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 mars 2009